

JOSEPH STIGLITZ: GRÈCE, L'AGNEAU SACRIFICIEL

26 juillet 2015 | Par [Monica M.](#)

Joseph Stiglitz a publié hier dans *Le New York Times* un article sur l'inanité des exigences de la Troïka envers la Grèce.

L'intérêt de cet article très clair est de montrer à quel point la politique de l'Eurozone a dépassé toutes les limites du bon sens en matière même de ... capitalisme. Le plus inquiétant est que cette politique européenne, menée sous les auspices de l'Allemagne prétendument "*ordo-libérale*" (en fait, tenante d'un capitalisme à visage inhumain), soit cautionnée et mise en œuvre sans état d'âme par des zélés "socialistes" et autres "sociaux-démocrates". Ces Leaders élus ne prêtent apparemment qu'un œil distrait ou aveugle à la paupérisation des peuples qu'ils gouvernent, au chômage galopant de la jeune génération, et adoptent tranquillement, au nom du "*pragmatisme du réel*" des règles insensées élaborées par des technocrates.

Voici ma traduction de cet article *Greece, the sacrificial lamb*, de Joseph Stiglitz, ancien Économiste en chef de la Banque Mondiale.

Alors que la crise grecque franchit un nouveau palier, l'Allemagne, la Grèce et le triumvirat du FMI, de la BCE et de la Commission Européenne (désormais mieux connu sous le nom de *Troïka*) sont tous sérieusement critiqués. Beaucoup de choses sont certes à blâmer, mais nous ne devrions pas pour autant perdre de vue ce qui est réellement en train d'arriver. Depuis cinq ans, j'observe de près la tragédie grecque, qui me concerne à plusieurs égards. Après avoir passé toute la semaine dernière à Athènes en conversation avec des citoyens ordinaires jeunes et âgés, ainsi qu'avec des officiels d'aujourd'hui et d'hier, **j'en suis venu à penser qu'il s'agit de bien autre chose que de la Grèce et de l'euro.**

Certaines des lois basiques exigées par la Troïka concernent les impôts, les dépenses et l'équilibre entre les deux, et également des règles et régulations affectant des marchés spécifiques. Ce qui est frappant dans le nouveau programme (appelé le "*troisième mémorandum*") est que sur les deux points il est dénué de sens pour la Grèce et pour ses créanciers. En prenant connaissance des détails, j'ai eu une impression de *déjà vu*. En tant qu'économiste en chef de la Banque Mondiale à la fin des années 1990, **j'ai pu observer en Asie de l'Est les effets dévastateurs du programme imposé aux pays qui avaient demandé l'aide du FMI. Cela n'était pas seulement la conséquence de l'austérité, mais aussi des réformes prétendument structurelles, dans lesquelles le FMI trop souvent imposait des**

demandes qui privilégiaient certains intérêts sur d'autres. Il y avait des centaines de conditions, quelques-unes petites, d'autres fortes, beaucoup non pertinentes, quelques bonnes, certaines très mauvaises, qui faisaient l'impasse sur les changements réellement nécessaires.

De retour en Indonésie en 1998, j'ai vu à quel point le FMI avait ruiné le système bancaire de ce pays. Je me souviens d'une photo de Michel Camdessus, le Directeur Général du FMI à cette époque, félicitant chaudement le Président Suharto car l'Indonésie avait retrouvé sa souveraineté économique. Lors d'une rencontre à Kuala Lumpur en Décembre 1997, j'ai alerté sur le fait que le sang pourrait couler dans les six mois suivants. Les émeutes ont éclaté cinq mois plus tard à Jakarta et ailleurs en Indonésie. A la fois avant et après la crise en Asie de l'est, et celles en Afrique et en Amérique latine (très récemment en Argentine), ces programmes ont échoué, aboutissant à des cycles de récessions et de dépressions. J'avais pensé qu'on avait tiré la leçon de ces échecs, et j'ai été surpris de voir, il y a cinq ans, ce même programme rigide et inefficace imposé en Europe.

Que le programme soit ou non bien mis en œuvre, il conduit à des niveaux insoutenables de dette, comme ce fut le cas en Argentine: les macro-politiques exigées par la Troïka entraîneront la Grèce dans une dépression plus profonde. C'est pourquoi selon l'actuelle présidente directrice du FMI, Christine Lagarde, il est nécessaire de procéder à ce qu'on appelle par euphémisme la "*restructuration de la dette*", en fait d'une façon ou d'une autre, la suppression d'une partie significative de la dette. Le programme de la Troïka est donc incohérent: les Allemands disent qu'il ne doit y avoir aucune réduction de la dette et que le FMI doit faire partie du programme. Mais le FMI ne peut pas participer à un programme où les niveaux de la dette sont insoutenables, or la dette de la Grèce est insoutenable.

L'austérité est largement responsable de l'actuelle dépression grecque — un énorme déclin des produits domestiques de 25% depuis 2008, un taux de chômage de 25% et de 50% chez les jeunes. Mais le nouveau programme accentue encore la pression: il pose un objectif de 3.5 % d'excédent primaire en 2018 (environ 1 % cette année). Or si les objectifs ne sont pas atteints - et ils ne le seront pas, vu le schéma du programme lui-même -, des doses d'austérité seront automatiquement ajoutées. C'est une construction déstabilisatrice. Le taux élevé de chômage entraînera la baisse des salaires, mais la Troïka ne semble pas encore assez satisfaite de la chute du niveau de vie des Grecs. Voilà que le troisième mémorandum exige aussi la "*modernisation*" des conventions collectives, ce qui signifie affaiblir les syndicats et les remplacer par des négociations au niveau des entreprises.

Rien de tout cela n'a de sens du point de vue des créanciers. C'est comme une prison pour endettés du 19^{ème} siècle. À l'instar des personnes endettées emprisonnées qui ne pouvaient donc gagner des revenus pour rembourser leurs dettes, la dépression croissante de la Grèce la rendra de moins en moins capable de rembourser.

Des réformes structurelles sont nécessaires, comme elles l'étaient en Indonésie, mais la plupart de celles qui sont exigées de la Grèce ne lui permettront pas d'affronter ses problèmes. La logique qui sous-tend nombre de ces réformes structurelles n'a pas été bien expliquée, ni au public grec ni aux économistes qui tentent de la comprendre. En l'absence d'explication, se développe en Grèce le sentiment que la Troïka défend des intérêts particuliers, dans et hors du pays, pour obtenir ce qu'elle n'a pas obtenu par un processus plus démocratique.

Prenons le cas du lait. Les Grecs aiment leur lait frais produit localement et distribué rapidement. Mais les Allemands et les autres producteurs de lait européens voudraient que le lait qu'ils vendent, transporté sur de longues distances et beaucoup moins frais, soit considéré comme aussi frais que le lait local. En 2014 la Troïka a forcé la Grèce à enlever le label "frais" sur son lait vraiment frais et à allonger la date limite de consommation. Maintenant on lui demande d'enlever la règle de cinq jours de date limite aussi pour le lait pasteurisé. Dans ces conditions, les gros producteurs de lait croient qu'ils vont pouvoir battre les petits producteurs de Grèce.

En théorie, les consommateurs grecs devraient bénéficier de prix plus bas, même s'ils pâtissent de produits de mauvaise qualité. En pratique, le nouveau marché de vente au détail est loin d'être compétitif, et tout semble indiquer que les consommateurs ne bénéficient pas de prix plus bas. Ma propre recherche s'est focalisée sur l'importance de l'information et la façon dont les firmes tirent souvent avantage du manque d'information. C'est juste un autre exemple.

Un problème fondamental en Grèce, à la fois dans sa politique et son économie, est le rôle joué par un groupe de gens riches, appelés les oligarques grecs, qui contrôlent des secteurs-clés, dont les banques et les médias. Ils ont opposé une forte résistance aux changements que George Papandreou, l'un des précédents premiers ministres, avait essayé d'introduire pour accroître la transparence et la conformité avec une structure d'impôt plus progressif. Les importantes réformes qui réduiraient les privilèges des oligarques grecs ne sont pas dans l'agenda — ce n'est pas une surprise car la Troïka a semblé, dans le passé, être de leur côté.

Comme il est rapidement devenu clair durant la crise que les banques grecques devraient être recapitalisées, il était sensé que le parlement vote ce qui était demandé au gouvernement grec. C'était nécessaire pour s'assurer que les prêts sous influence politique, y compris pour les médias oligarchiques, cesseraient. Quand de tels prêts sous influence ont repris — même pour les sociétés de médias qui en termes strictement commerciaux n'auraient pas dû obtenir de prêts — la Troïka a fermé les yeux. Elle n'a pas non plus bougé quand des propositions ont été avancées pour faire reculer les importantes initiatives du gouvernement Papandreou sur la transparence et l'e-gouvernement, qui ont permis de fortement baisser les prix des médicaments et d'affaiblir le népotisme.

Normalement, Le FMI alerte sur les dangers d'un taux d'imposition trop élevé. Pourtant en Grèce, la Troïka a insisté en faveur de taux élevés d'impôts même pour les bas salaires. Tous les derniers gouvernements grecs ont reconnu qu'il était important d'améliorer les rentrées fiscales, mais une politique fiscale erronée peut contribuer à détruire une économie. Dans une économie où le système financier ne fonctionne pas bien, où les petites et moyennes entreprises ne peuvent pas accéder au crédit, la Troïka exige que les firmes grecques, y compris les épiceries et petites boutiques, paient toutes leurs taxes d'avance, en début d'année, avant d'avoir gagné un revenu, avant même de savoir si elles vont en avoir un. Cette exigence est censée réduire l'évasion fiscale, mais dans l'état où se trouve la Grèce, elle détruit les petites entreprises et accroît le ressentiment contre le gouvernement et la Troïka.

Cette exigence semble en désaccord avec une autre demande adressée à la Grèce: éliminer la retenue à la source transfrontalière (concernant l'argent envoyé de la Grèce aux investisseurs étrangers). De telles retenues à la source caractérisent pourtant les bons systèmes fiscaux dans des pays comme le Canada et représentent une partie importante des recettes fiscales. Apparemment s'il est important de s'assurer que les Grecs paient leurs impôts, il semble moins important de s'en assurer pour les étrangers.

Il y a d'autres étrangetés dans le paquet de renflouement de la Troïka, notamment parce que chacun de ses membres a prescrit sa médecine favorite, ce qui peut donner lieu à de dangereuses interactions.

La bataille, cependant, ne concerne pas seulement la Grèce. Il ne s'agit pas juste d'argent, bien que certains en Europe et en Grèce aient profité de la Troïka pour mettre en avant leurs propres intérêts au détriment des citoyens grecs ordinaires et de l'économie de ce pays. C'est une chose que j'ai observée à plusieurs reprises moi-même quand j'étais à la Banque Mondiale, particulièrement en Indonésie. Quand un pays est faible, il y a toutes sortes de façons de lui faire du mal.

Mais ces débats portent en fait sur des problèmes de pouvoir et d'idéologie. Nous le savons tous, il ne s'agit pas juste d'un débat académique entre la droite et la gauche. Certains points relèvent de la lutte politique: les conditions terribles imposées à l'aile gauche de Syriza devraient alerter chacun en Europe sur ce qui pourrait lui arriver. D'autres relèvent de la lutte économique: l'occasion d'imposer à la Grèce un cadre économique qui n'aurait pas été adopté d'une autre manière.

Je crois vraiment que les politiques imposées ne marcheront pas, qu'elles entraîneront la dépression sans fin, des niveaux intolérables de chômage et une inégalité toujours croissante.

Mais je crois aussi fortement en la démocratie — que la bonne façon de faire, quel que soit le cadre économique que l'on pense bon, est la persuasion, non la contrainte. L'évidence de la réflexion est tellement en contradiction avec ce qu'on inflige à la Grèce et à ce qu'on exige d'elle ! L'austérité entraîne une contraction économique; un capitalisme *solidaire* —antithèse de ce que la Troïka est en train de créer — est la seule façon de créer de la prospérité partagée et durable.

Pour le moment, le gouvernement grec a capitulé. Peut-être, comme la demi décennie perdue est en train de devenir la décennie perdue, comme la politique s'aggrave de plus en plus, comme s'impose l'évidence que ces politiques ont échoué, la Troïka retrouvera-t-elle ses esprits. La Grèce a besoin de restructuration de la dette, de réformes structurelles et d'objectifs raisonnables d'excédent primaire. Il est plus probable, cependant, que la Troïka fera ce qu'elle a fait ces cinq dernières années : blâmer la victime.

<http://www.nytimes.com/2015/07/26/opinion/greece-the-sacrificial-lamb.html>

Greece, the Sacrificial Lamb

By JOSEPH E. STIGLITZ JULY 25, 2015

July 26, 2015

ATHENS — AS the Greek crisis proceeds to its next stage, Germany, [Greece](#) and the triumvirate of the [International Monetary Fund](#), the [European Central Bank](#) and the [European Commission](#) (now better known as the troika) have all faced serious criticism. While there is plenty of blame to share, we shouldn't lose sight of what is really going on. I've been watching this Greek tragedy closely for five years, engaged with those on all sides. Having spent the last week in Athens talking to ordinary citizens, young and old, as well as current and past officials, I've come to the view that this is about far more than just Greece and the euro.

Some of the basic laws demanded by the troika deal with taxes and expenditures and the balance between the two, and some deal with the rules and regulations affecting specific markets. What is striking about the new program (called “the third memorandum”) is that on both scores it makes no sense either for Greece or for its creditors.

As I read the details, I had a sense of déjà vu. As chief economist of the World Bank in the late 1990s, I saw firsthand in East Asia the devastating effects of the programs imposed on the countries that had turned to the I.M.F. for help. This resulted not just from austerity but also from so-called structural reforms, where too often the I.M.F. was duped into imposing demands that favored one special interest relative to others. There were hundreds of conditions, some little, some big, many irrelevant, some good, some outright wrong, and most missing the big changes that were really required.

Back in 1998 in Indonesia, I saw how the I.M.F. ruined that country's banking system. I recall the picture of Michel Camdessus, the managing director of the I.M.F. at the time, standing over President Suharto as Indonesia surrendered its economic sovereignty. At a meeting in Kuala Lumpur in December 1997, I warned that there would be bloodshed in the streets within six months; the riots broke out five months later in Jakarta and elsewhere in Indonesia. Both before and after the crisis in East Asia, and those in Africa and in Latin America (most recently, in Argentina), these programs failed, turning downturns into recessions, recessions into depressions. I had thought that the lesson from these failures had been well learned, so it came as a surprise that Europe, beginning a half-decade ago, would impose this same stiff and ineffective program on one of its own.

Whether or not the program is well implemented, it will lead to unsustainable levels of debt, just as a similar approach did in Argentina: The macro-policies demanded by the troika will lead to a deeper Greek depression. That's why the I.M.F.'s current managing director, Christine Lagarde, said that there needs to be what is euphemistically called "debt restructuring" — that is, in one way or another, a write-off of a significant portion of the debt. The troika program is thus incoherent: The Germans say there is to be no debt write-off and that the I.M.F. must be part of the program. But the I.M.F. cannot participate in a program in which debt levels are unsustainable, and Greece's debts are unsustainable.

Austerity is largely to blame for Greece's current depression — a decline of gross domestic product of 25 percent since 2008, an unemployment rate of 25 percent and a youth unemployment rate twice that. But this new program ratchets the pressure up still further: a target of 3.5 percent primary budget surplus by 2018 (up from around 1 percent this year). Now, if the targets are not met, as they almost surely won't be because of the design of the program itself, additional doses of austerity become automatic. It's a built-in destabilizer. The high unemployment rate will drive down wages, but the troika does not seem satisfied by the pace of the lowering of Greeks' standard of living. The third memorandum also demands the "modernization" of collective bargaining, which means weakening unions by replacing industry-level bargaining.

None of this makes sense even from the perspective of the creditors. It's like a 19th-century debtors' prison. Just as imprisoned debtors could not make the income to repay, the deepening depression in Greece will make it less and less able to repay.

Structural reforms are needed, just as they were in Indonesia, but too many that are being demanded have little to do with attacking the real problems Greece faces. The rationale behind many of the key structural reforms has not been explained well, either to the Greek public or to economists trying to understand them. In the absence of such an explanation, there is a widespread belief here in Greece that special interests, in and out of the country, are using the troika to get what they could not have obtained by more democratic processes.

Consider the case of milk. Greeks enjoy their fresh milk, produced locally and delivered quickly. But Dutch and other European milk producers would like to increase sales by having their milk, transported over long distances and far less fresh, appear to be just as fresh as the local product. In 2014 the troika forced Greece to drop the label "fresh" on its truly fresh milk and extend allowable shelf life. Now it is demanding the removal of the five-day shelf-life

rule for pasteurized milk altogether. Under these conditions, large-scale producers believe they can trounce Greece's small-scale producers.

In theory, Greek consumers would benefit from the lower prices, even if they suffered from lower quality. In practice, the new retail market is far from competitive, and early indications are that the lower prices were largely not passed on to consumers. My own research has long focused on the importance of information and how firms often try to take advantage of the lack of information. This is just another instance.

One underlying problem in Greece, in both its economy and its politics, is the role of a group of wealthy people who control key sectors, including banks and the media, collectively referred to as the Greek oligarchs. They are the ones who resisted the changes that George Papandreou, the former prime minister, tried to introduce to increase transparency and to force greater compliance with a more progressive tax structure. The important reforms that would curb the Greek oligarchs are largely left off the agenda — not a surprise since the troika has at times in the past seemed to have been on their side.

As it became clear early on in the crisis that the Greek banks would have to be recapitalized, it made sense to demand voting shares for the Greek government. This was necessary to ensure that politically influenced lending, including to the oligarchic media, be stopped. When such connected lending resumed — even to media companies that on strictly commercial terms should not have gotten loans — the troika turned a blind eye. It has also been quiescent as proposals were put forward to roll back the important initiatives of the Papandreou government on transparency and e-government, which dramatically lowered drug prices and put a damper on nepotism.

Normally, the I.M.F. warns of the dangers of high taxation. Yet in Greece, the troika has insisted on high effective tax rates even at very low income levels. All recent Greek governments have recognized the importance of increasing tax revenues, but mistaken tax policy can help destroy an economy. In an economy where the financial system is not functioning well, where small- and medium-size enterprises can't get access to credit, the troika is demanding that Greek firms, including mom and pop stores, pay all of their taxes ahead of time, at the beginning of the year, before they have earned it, before they even know what their income is going to be. The requirement is intended to reduce tax evasion, but in the circumstances in which Greece finds itself, it destroys small business and increases resentment of both the government and the troika.

This requirement seems at odds, too, with another of the demands with which Greece has been confronted: that it eliminate its cross-border withholding tax, which is the withholding tax on money sent from Greece to foreign investors. Such withholding taxes are a feature of good tax systems in countries like Canada and are a critical part of tax collection. Evidently, it is less important to ensure that foreigners pay their taxes than that Greeks do.

There are many other strange features of the troika bailout packages, in part because each member of the troika has its favorite medicine. As doctors warn, there can be dangerous interactions. The battle, however, is not just about Greece. It's not even just about the money, although special interests in the rest of Europe and some within Greece itself have taken advantage of the troika to push their own interests at the expense of ordinary Greek citizens

and the country's overall economy. This is something I saw repeatedly firsthand when I was at the World Bank, most noticeably in Indonesia. When a country is down, there is all manner of mischief that can be done.

But these policy debates are really about ideology and power. We all know that. And we understand that this is not just an academic debate between the left and the right. Some on the right focus on the political battle: the harsh conditions imposed on the left-wing Syriza government should be a warning to any in Europe about what might happen to them should they push back. Some focus on the economic battle: the opportunity to impose on Greece an economic framework that could not have been adopted any other way.

I believe strongly that the policies being imposed will not work, that they will result in depression without end, unacceptable levels of unemployment and ever growing inequality. But I also believe strongly in democratic processes — that the way to achieve whatever framework one thinks is good for the economy is through persuasion, not compulsion. The force of ideas is so much against what is being inflicted on and demanded of Greece. Austerity is contractionary; inclusive capitalism — the antithesis of what the troika is creating — is the only way to create shared and sustainable prosperity.

For now, the Greek government has capitulated. Perhaps, as the lost half decade becomes the lost decade, as the politics get uglier, as the evidence mounts that these policies have failed, the troika will come to its senses. Greece needs debt restructuring, better structural reforms and more reasonable primary budget surplus targets. More likely than not, though, the troika will do what it has done for the last five years: Blame the victim.

Joseph E. Stiglitz is a Nobel laureate in economics, a professor at Columbia and the author, most recently, of “The Great Divide: Unequal Societies and What We Can Do About Them.”

Follow *The New York Times Opinion* section on [Facebook](#) and [Twitter](#), and sign up for the [Opinion Today newsletter](#).

A version of this op-ed appears in print on July 26, 2015, on page SR1 of the New York edition with the headline: Greece, the Sacrificial Lamb. [Today's Paper](#) | [Subscribe](#)